



Bien vivre sa retraite, une exigence !

Manifestons le 1^{er} octobre

Septembre, octobre, novembre, sont des mois clés pour les retraités. C'est à cette période que se votent la loi de finances et la loi de financement de la Sécurité sociale.

Alors, mobilisons-nous pour obtenir la satisfaction de nos revendications.

Augmentation des pensions de retraites de base et complémentaires

0,4 % d'augmentation au 1^{er} janvier 2021 pour les retraites de base, 1% pour les complémentaires au 1^{er} novembre 2020, le compte n'y est pas !

Nous avons été spoliés de 2 ans sur les pensions et retraites de base et de 4,5 ans sur les complémentaires par les reports et le gel des revalorisations.

Mutuelles, alimentation, logement, énergie, transports, ... tout augmente, sauf nos pensions.

Un rapport gouvernemental préconise d'augmenter le taux de la CSG en l'alignant sur celui des actifs, de réduire l'abattement de 10 % pour le calcul de l'impôt sur le revenu des retraités et de continuer à sous-revaloriser et/ou geler les pensions de retraites.

Augmenter les retraites et pensions en les indexant sur l'évolution du salaire moyen. Pas de retraite inférieure au Smic.

Pensions de réversion attribuées sans conditions de ressources ni d'âge, portées à 75 % afin de garantir le niveau de vie du conjoint survivant et extension aux couples pacsés et concubins.

Nos pensions de retraite sont le fruit des droits acquis par le versement de cotisations pendant notre vie active. Elles ne sont pas des allocations.

Redonner du pouvoir d'achat aux retraités permet le bien vieillir.

Sécurité sociale – santé – autonomie

La pandémie a démontré que la protection sociale est un bien essentiel. Et pourtant cette dernière n'a jamais été autant attaquée que depuis ces dernières années.

Le gouvernement d'Emmanuel Macron et ses prédécesseurs ont une lourde responsabilité dans la gestion désastreuse de la crise sanitaire. Les suppressions de 115 000 lits en 25 ans dans les hôpitaux et de 100 000 postes de soignants en 8 ans pèsent lourdement dans la situation catastrophique que nous connaissons. Le gouvernement sanctionne, réduit les libertés, culpabilise et infantilise les citoyens que nous sommes.

De plus en plus de retraités ne peuvent plus se soigner faute de moyens financiers suffisants. Ça suffit !

Nous exigeons des centres de santé publics dans tous les territoires pour garantir un accès aux soins solidaire pour tous.

100 000 postes supplémentaires sont nécessaires dans notre système hospitalier.

Nous réaffirmons la nécessité de la levée de la propriété privée sur les brevets qui empêche la diffusion des vaccins partout dans le monde tout en étant une source de profits inadmissibles.

La santé n'a pas de prix

Les personnes âgées représentent plus de 75 % des décès dus à la Covid-19, confinées au domicile ou en EHPAD, malgré le dévouement des soignants.

Nous avons besoin d'une nouvelle loi prenant en compte le droit à l'autonomie dans le cadre de la Sécurité sociale, avec un grand service public de la prise en charge de l'autonomie, que ce soit au niveau de l'aide à domicile ou des EHPAD, ainsi que

200 000 embauches dans les EHPAD et 100 000 dans le secteur de l'aide à domicile pour garantir des soins de qualité.

Des moyens supplémentaires pour notre Sécurité sociale sont indispensables pour financer les besoins de la population à partir des cotisations sociales, ce qui suppose des emplois, des salaires et des pensions corrects. Nous demandons la transformation de la CSG en cotisations sociales.

Services publics

Les services publics et leurs personnels ont joué un rôle irremplaçable dans la période de lutte contre la pandémie.

L'amélioration de la qualité de leurs missions et de leurs déploiements sur l'ensemble du territoire doit donc devenir une priorité de l'État et des collectivités territoriales.

Nous avons besoin de services de proximité, avec du personnel en nombre et formé, garants d'une égalité de traitement sur tout le territoire et d'un accès pour tous sur tout le territoire.

Le service au public rendu par les commerçants n'est pas du service public.

Le seul accueil par internet n'est pas du service public.

Nous voulons une retraite en bonne santé, des pensions de haut niveau pour tous, y compris pour les futures générations.

**Ma retraite je l'ai gagnée,
mon droit au bien vieillir je le revendique,
mes revendications je les défends.**

Participons nombreux à la manifestation départementale du
1^{er} octobre 2021 à Lorient 10 h 30
Rassemblement devant la Sécurité sociale
3 avenue Anatole France
Suivi d'un défilé jusqu'à la sous-préfecture
